



## COMMUNE SEGRE-EN-ANJOU BLEU

1 rue de la Madeleine - CS 40147

49501 SEGRE-EN-ANJOU BLEU

Téléphone : 02 41 92 92 33

### Marché de maîtrise d'œuvre

## Acte d'engagement

Objet du marché ordinaire

**Marché de Maîtrise d'œuvre : Projet de  
construction d'atelier technique, avec  
aménagement des abords, construction de locaux  
sociaux avec intégration de la mairie déléguée,  
commune déléguée de St Martin du Bois  
Segré-en-Anjou-Bleu**

Numéro du marché : (à remplir par le pouvoir adjudicateur).....

## SOMMAIRE

<b>Article 1 – Identification de l'acheteur .....</b>	<b>3</b>
<b>Article 2 –Délai de validité des offres.....</b>	<b>3</b>
<b>Article 3 – Identification et engagement du candidat .....</b>	<b>3</b>
<b>Article 4 – Délais d'établissement des documents relevant de la maîtrise d'œuvre .....</b>	<b>6</b>
Article 4.1 – Délais d'établissement des documents d'études .....	6
Article 4.2 – Délais d'établissement des documents d'exécution .....	6
<b>Article 5 – Représentation du maître d'œuvre .....</b>	<b>6</b>
<b>Article 6 – Modalités de variation du prix.....</b>	<b>6</b>
<b>Article 7 – Prix (à compléter par le candidat) .....</b>	<b>6</b>
Article 7.1 – Conditions générales de l'offre de prix.....	6
Article 7.2 – Forfait provisoire de rémunération .....	6
<b>Article 8 – Sous-traitance.....</b>	<b>7</b>
<b>Article 9 – Durée du marché .....</b>	<b>7</b>
<b>Article 10 – Paiement.....</b>	<b>8</b>
<b>Article 11 – Contrôle sur site du respect des conventions OIT .....</b>	<b>8</b>
<b>Article 12 – Affirmation sur l'honneur .....</b>	<b>8</b>
<b>Article 13 – Signature du marché par le candidat individuel .....</b>	<b>9</b>
<b>Article 13 – Signature du marché en cas de groupement.....</b>	<b>9</b>
<b>Article 15 – Liste des annexes à l'acte d'engagement .....</b>	<b>10</b>
<b>Article 15 - Acceptation du marché (à remplir par le pouvoir adjudicateur).....</b>	<b>10</b>
<b>Article 16 - Date d'effet du marché .....</b>	<b>12</b>
<b>ANNEXE 1 – Cadre pour nantissement ou cession de créance : .....</b>	<b>13</b>
<b>ANNEXE 2 – Désignation des comptes en cas d'établissements secondaires.....</b>	<b>14</b>
<b>ANNEXE 3 - Désignation des comptes en cas de répartition des prestations par membres.....</b>	<b>15</b>
<b>ANNEXE 4 – En cas de sous-traitance : Demande d'acceptation d'un sous-traitant.....</b>	<b>16</b>
<b>ANNEXE 5 – Modèle de déclaration sur l'honneur .....</b>	<b>19</b>
<b>ANNEXE 6 - Attestation d'acceptation du CCAP.....</b>	<b>20</b>
<b>ANNEXE 7 – Certificat de visite du site.....</b>	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>

Le présent marché est passé en vertu des dispositions de l'article R.2123-1, 1° et R2172-1 du Code de la Commande Publique, régissant la procédure adaptée.

## **Article 1 – Identification de l'acheteur**

Autorité compétente pour signer le marché : Madame le Maire - Téléphone : 02.41.92.92.33 SIRET : 200 065 423 00010

Comptable assignataire des paiements : Monsieur le Trésorier de Segré

Adresse : 22 rue Charles de Gaulle

49500 SEGRE-EN-ANJOU BLEU

Téléphone : 02.41.94.61.20

## **Article 2 –Délai de validité des offres**

L'offre ainsi présentée ne lie le candidat que si son acceptation est notifiée dans un délai de 120 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

## **Article 3 – Identification et engagement du candidat**

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché suivantes :

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Le cahier des clauses administratives générales – maîtrise d'œuvre (CCAG-MOE) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et publié au JO du 1er avril 2021
- Les clauses du CCAG Travaux précisant le rôle du maître d'œuvre dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux
- Programme d'Opération
- Annexe 1 plan Topographique
- Annexe 2 Plan Cadastral de la parcelle
- Annexe 3 Planning prévisionnel
- Annexe 4 Règlement PLU
- Annexe 5 Plan de zonage
- Annexe 6 Faisabilité réalisé par MOA

et conformément à leurs clauses,

## Candidature individuelle

- ☐ Le signataire s'engage sur la base de son offre et pour son propre compte ;
- À produire, si l'offre est retenue et si celles-ci n'ont pas été fournis à l'appui de l'offre, les pièces prévues aux articles R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique dans un délai de 8 jours francs à compter de la date de réception de la demande qui en sera faite par le pouvoir adjudicateur.
  - Sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies.

Nom commercial et dénomination sociale : .....  
Adresse établissement : .....  
Immatriculé à l'INSEE sous le n° SIRET : .....  
Adresse siège social (*si différente*) : .....  
Téléphone : .....  
Télécopie : .....  
Courriel : .....

L'opérateur économique est une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de la recommandation de la Commission du 6 mai 2003 ou un artisan au sens du I de l'article 19 de la loi du 5 juillet 1996 ☐

- ☐ Le signataire engage la société : .....  
..... sur la base de son offre ;

- À produire, si l'offre est retenue et si celles-ci n'ont pas été fournis à l'appui de l'offre, les pièces prévues aux articles R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique dans un délai de 8 jours francs à compter de la date de réception de la demande qui en sera faite par le pouvoir adjudicateur.
- Sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies.

Nom commercial et dénomination sociale : .....  
Adresse établissement : .....  
Immatriculé à l'INSEE sous le n° SIRET : .....  
Adresse siège social (*si différente*) : .....  
Téléphone : .....  
Télécopie : .....  
Courriel : .....

L'opérateur économique est une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de la recommandation de la Commission du 6 mai 2003 ou un artisan au sens du I de l'article 19 de la loi du 5 juillet 1996 ☐

## Candidature en groupement

- ☐ L'ensemble des membres du groupement s'engagent sur la base de l'offre du groupement ;
- À produire, si l'offre est retenue et si celles-ci n'ont pas été fournies à l'appui de l'offre, les pièces prévues aux articles R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique dans un délai de 8 jours francs à compter de la date de réception de la demande qui en sera faite par le pouvoir adjudicateur.
- Sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies.

Nature du groupement : conjoint ☐ ou solidaire ☐

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale de chaque membre du groupement, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET et si l'opérateur économique est une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de la recommandation de la Commission du 6 mai 2003 ou un artisan au sens du I de l'article 19 de la loi du 5 juillet 1996].

Nom commercial et dénomination sociale de l'opérateur économique : .....

Adresse établissement : .....

Immatriculé à l'INSEE sous le n° SIRET : .....

Adresse siège social (*si différente*) : .....

Téléphone : .....

Télécopie : .....

Courriel : .....

L'opérateur économique est une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de la recommandation de la Commission du 6 mai 2003 ou un artisan au sens du I de l'article 19 de la loi du 5 juillet 1996 ☐

Nom commercial et dénomination sociale de l'opérateur économique : .....

Adresse établissement : .....

Immatriculé à l'INSEE sous le n° SIRET : .....

Adresse siège social (*si différente*) : .....

Téléphone : .....

Télécopie : .....

Courriel : .....

L'opérateur économique est une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de la recommandation de la Commission du 6 mai 2003 ou un artisan au sens du I de l'article 19 de la loi du 5 juillet 1996 ☐

**Désigné dans le marché, sous le nom de " titulaire ".**

## **Article 4 – Délais d'établissement des documents relevant de la maîtrise d'œuvre**

### **Article 4.1 – Délais d'établissement des documents d'études**

Le délai d'établissement des études est fixé par le maître d'ouvrage dans le CCAP.

### **Article 4.2 – Délais d'établissement des documents d'exécution**

Le délai d'établissement des documents d'exécution est fixé par le maître d'ouvrage dans le CCAP.

## **Article 5 – Représentation du maître d'œuvre**

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre désigne dès la notification du marché une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du maître d'ouvrage, pour les besoins de l'exécution du marché.

## **Article 6 – Modalités de variation du prix**

Les prix sont fermes.

## **Article 7 – Prix (à compléter par le candidat)**

### **Article 7.1 – Conditions générales de l'offre de prix**

L'offre :

-est réputée établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois "mo études", mois d'établissement des prix du marché fixé dans le CCAP.

-comprend les éléments de mission de maîtrise d'œuvre définis à l'article Définition des prestations du CCAP

-résulte de l'appréciation de la complexité de l'opération et du coût prévisionnel des travaux, établi dans les conditions prévues dans le CCAP.

### **Article 7.2 – Forfait provisoire de rémunération**

#### **Mission de base**

*Les prestations sont rémunérées par application d'un prix global forfaitaire égal à :*

- montant hors T.V.A . ..... euros (en chiffres)  
TVA au taux de 20 %
- montant TTC..... euros (en chiffres)

Missions et répartition des honoraires			Répartition par cotraitant									
Eléments de missions	Total sur honoraire %	Total global H.T.	Part de		Part de		Part de		Part de		Part de	
			%	Euro H.T.	%	Euro H.T.	%	Euro H.T.	%	Euro H.T.	%	Euro H.T.
DIAG/FAIS.												
APS												
APD												
PC												
PRO												
DCE												
ACT												
DET												
VISA												
OPC												
AOR												
TOTAL	100%											

- Taux de rémunération t. ....%
- Enveloppe financière des travaux 667 000.00 euros HT (en chiffres)

## Article 8 – Sous-traitance

Les annexes n°..... à cet acte d'engagement indiquent, pour chaque sous-traitant payé directement, la nature et le montant des prestations qu'il est envisagé de lui faire exécuter, ainsi que les noms de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance ; le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque demande constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder.

Ces demandes prennent effet à la notification du marché ; cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le montant total des prestations qu'il est envisagé de sous-traiter conformément à ces annexes est de :

- Montant hors taxes ..... euros (en chiffres)
- T.V.A. au taux de ..... %, soit ..... euros (en chiffres)
- Montant TTC ..... euros (en chiffres)
- Montant TTC .....
- ..... euros (en lettres)

## Article 9 – Durée du marché

Les prestations de maîtrise d'œuvre débutent à la date de l'accusé de réception de la lettre de notification du marché. Elles s'achèvent à l'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

Ces prestations seront fixées par un ordre de service.

*A titre indicatif :*

La date prévue pour le démarrage des prestations est le 10/06/2024

La date prévue pour le démarrage des travaux est : 10/05/2025

La date prévue pour la fin des travaux est : 31/05/2026

## **Article 10 – Paiement**

En cas de paiement sur un seul compte, le pouvoir adjudicateur se libère des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte suivant :

*(joindre le RIB correspondant)*

Libellé du compte : .....

Domiciliation : .....

Adresse : .....

Code IBAN : .....

Code BIC : .....

En cas de paiement sur plusieurs comptes, selon la situation, remplir l'annexe "Désignation des comptes en cas de répartition des prestations par membres de groupement " ou l'annexe "Désignation des comptes en cas d'établissements secondaires susceptibles de réaliser ou de facturer les prestations".

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se libère des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

Les paiements sont effectués en euros.

## **Article 11 – Contrôle sur site du respect des conventions OIT**

Le titulaire s'engage à respecter ou à faire respecter les dispositions des conventions de l'Organisation Internationale du Travail et à faciliter, le cas échéant, le contrôle sur sites du respect des obligations et dispositions en matière de protection et de conditions de travail de la main d'œuvre employée, par un tiers dûment mandaté à cet effet par le pouvoir adjudicateur.

## **Article 12 – Affirmation sur l'honneur**

- J'affirme, sous peine de résiliation du marché à mes torts exclusifs, ne pas tomber
- J'affirme, sous peine de résiliation du marché à ses torts exclusifs, que la société/le groupement d'intérêt économique, pour lequel j'interviens, ne tombe pas
- Nous affirmons, sous peine de résiliation du marché à nos torts exclusifs, ne pas tomber
- Nous affirmons, sous peine de résiliation du marché, à leurs torts exclusifs, que les sociétés pour lesquelles nous intervenons ne tombent pas

sous le coup des interdictions énumérées aux articles L 2141-1 à L 2141-5 Exclusions de plein droit et L 2141-7 à L 2141-11 Exclusion à l'appréciation de l'acheteur du Code de la Commande Publique concernant les liquidations, faillites personnelles, les infractions au code général des impôts, les interdictions d'ordre législatif, réglementaire ou de justice.



## Article 13 – Signature du marché par le candidat individuel

Fait en un seul original

Nom, prénom et qualité du signataire*	Lieu et date de signature	Signature

\*Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

## Article 14 – Signature du marché en cas de groupement

Fait en un seul original

Les membres du groupement d'opérateurs économiques désignent le mandataire suivant (article R. 2142-23 du code de la commande publique) :

**Nom commercial et dénomination sociale du mandataire :** .....  
.....  
.....

En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est : conjoint ☐ ou solidaire ☐

☐ **Les membres du groupement ont donné mandat au mandataire, qui signe le présent acte d'engagement :** *(Cocher la ou les cases correspondantes.)*

- ☐ Pour signer le présent acte d'engagement en leur nom et pour leur compte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations ;  
*(Joindre les pouvoirs en annexe du présent document. Dans le cas contraire, ces documents ont déjà été fournis)*
- ☐ Pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché public ;  
*(Joindre les pouvoirs en annexe du présent document. Dans le cas contraire, ces documents ont déjà été fournis)*
- ☐ Ont donné mandat au mandataire dans les conditions définies par les pouvoirs joints en annexe

☐ **Les membres du groupement, qui signent le présent acte d'engagement :** *(Cocher la case correspondante.)*

- ☐ Donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations
- ☐ Donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché public
- ☐ Donnent mandat au mandataire dans les conditions définies ci-dessous ; *(Donner des précisions sur l'étendue du mandat.)*

Nom, prénom et qualité du signataire*	Lieu et date de signature	Signature

\*Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

## Article 15 – Liste des annexes à l'acte d'engagement

- Annexe 1 - Cadre pour nantissement ou cession de créance
- Annexe 2 - Désignation des comptes en cas d'établissements secondaires
- Annexe 3 - Désignation des comptes en cas de répartition des prestations par membres
- Annexe 4 - En cas de sous-traitance
- Annexe 5 – Modèle de déclaration sur l'Honneur
- Annexe 6 – Attestation CCP

## Article 16 - Acceptation du marché (à remplir par le pouvoir adjudicateur)

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement

*Les prestations sont rémunérées par application d'un prix global forfaitaire égal à :*

- montant hors T.V.A . ..... euros (en chiffres)  
TVA au taux de 20 %
- montant TTC..... euros (en chiffres)

Missions et répartition des honoraires			Répartition par cotraitant									
Eléments de missions	Total sur honoraire %	Total global H.T.	Part de		Part de		Part de		Part de		Part de	
			%	Euro H.T.	%	Euro H.T.	%	Euro H.T.	%	Euro H.T.	%	Euro H.T.
DIAG/FAIS.												
APS												
APD												
PC												
PRO												
DCE												
ACT												
DET												

VISA												
OPC												
AOR												
<b>TOTAL</b>	100%											

- Taux de rémunération t. ....%
- Enveloppe financière des travaux 667 000.00 euros HT (en chiffres)

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement

A Segré-en-Anjou Bleu,

le .....

Signature de l'autorité compétente en vertu de la délibération du conseil municipal en date du 28 mai 2020.

## **Article 17 - Date d'effet du marché**

*En cas d'envoi par le profil d'acheteur :*

Date de mise à disposition sur le profil d'acheteur .....

Saisir ci-dessous la date de la première consultation par le titulaire et les références de l'accusé de réception

Consultation par le titulaire le .....

Références: .....

A défaut de consultation par le titulaire, la notification est réputée faite huit jours après la mise à disposition.

## ANNEXE 1 – Cadre pour nantissement ou cession de créance :

(A remplir par le pouvoir adjudicateur en original sur une photocopie)

*Formule d'origine*

Copie délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance de :

☐ La totalité du marché (Rayer la mention inutile)

☐ La partie des prestations évaluées à ..... euros (en lettres)  
que le titulaire n'envisage pas de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct.

La partie des prestations évaluées à ..... euros (en lettres)  
et devant être exécutées par ..... en qualité de :

- ☐ cotraitant
- ☐ sous-traitant

A ..... ,  
Le (Date et signature originales) .....

Signature,

### Annotations ultérieures éventuelles

Le titulaire souhaite ne pas confier l'exécution d'une partie des prestations à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct.

Cette partie non sous-traitée est au maximum de ..... euros TTC.

## ANNEXE 2 – Désignation des comptes en cas d'établissements secondaires

*(A reproduire pour chacun des opérateurs économiques concernés)*

Acheteur :

COMMUNE SEGRE-EN-ANJOU BLEU

1 rue de la Madeleine - CS 40147

49501 SEGRE-EN-ANJOU BLEU

Intitulé du marché : MOE projet de construction Atelier Municipaux Pôle Est – Route de la Peutonnaire - Saint-Martin-du-Bois et Locaux Sociaux avec intégration de la Mairie Déléguée – rue des deux Haies – Saint-Martin-du-Bois – 49500 SEGRÉ EN ANJOU BLEU

### Désignation de l'opérateur économique de rattachement :

Nom de l'opérateur économique : .....

Si des établissements secondaires sont susceptibles de réaliser ou de facturer les prestations, compléter le tableau ci-après et joindre les RIB correspondants.

Nom Etablissement secondaire	SIRET	N°Compte	Adresse

### **ANNEXE 3 - Désignation des comptes en cas de répartition des prestations par membres**

Acheteur :

COMMUNE SEGRE-EN-ANJOU BLEU

1 rue de la Madeleine - CS 40147

49501 SEGRE-EN-ANJOU BLEU

Intitulé du marché : MOE projet de construction Atelier Municipaux Pôle Est – Route de la Peutonnaire - Saint-Martin-du-Bois et Locaux Sociaux avec intégration de la Mairie Déléguée – rue des deux Haies – Saint-Martin-du-Bois – 49500 SEGRÉ EN ANJOU BLEU

En cas de répartitions des prestations par membres du groupement, compléter le tableau ci-après et joindre les RIB correspondants.

<b>Nom Membre groupement</b>	<b>SIRET</b>	<b>N°Compte</b>

## ANNEXE 4 – En cas de sous-traitance : Demande d'acceptation d'un sous-traitant

(A reproduire pour chacun des sous-traitants)

Acheteur :

COMMUNE SEGRE-EN-ANJOU BLEU

1 rue de la Madeleine - CS 40147

49501 SEGRE-EN-ANJOU BLEU

Comptable assignataire des paiements : Monsieur le Trésorier de Segré

Intitulé du marché : MOE projet de construction Atelier Municipaux Pôle Est – Route de la Peutonnaire - Saint-Martin-du-Bois et Locaux Sociaux avec intégration de la Mairie Déléguée – rue des deux Haies – Saint-Martin-du-Bois – 49500 SEGRÉ EN ANJOU BLEU

### Sous-traitant n°....

Titulaire : .....

#### 1/Désignation du sous-traitant :

Je soussigné,

Nom et Prénom : .....

☐ Agissant en mon nom personnel :

Domicilié à : .....

Immatriculé à l'INSEE sous le n° SIRET : .....

Inscrit au Registre du Commerce et des Sociétés de : .....

Sous le n° .....

Téléphone : .....

Télécopie : .....

Courriel : .....

☐ Agissant pour le nom et pour le compte de la société (intitulé complet et forme juridique de la société : .....

Domicilié à : .....

Immatriculé à l'INSEE sous le n° SIRET : .....

Inscrit au Registre du Commerce et des Sociétés de : .....

Sous le n° .....

Téléphone : .....

Télécopie : .....

Courriel : .....

Le sous-traitant est-il une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de la recommandation de la Commission du 6 mai 2003 ou un artisan au sens du I de l'article 19 de la loi du 5 juillet 1996 ?

☐ Oui

☐ Non



Cette information a une incidence sur la périodicité de versement des acomptes (article R2191-22 du code de la commande publique)

## 2/ Montant des prestations sous-traitées

Dans le cas où le sous-traitant a droit au paiement direct, le montant des prestations sous-traitées indiqué ci-dessous, revalorisé le cas échéant par application de la formule de variation des prix indiquée infra, constitue le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant.

a) Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de prestations ne relevant pas du b) ci-dessous :

- Taux de la TVA : .....
- Montant HT : .....
- Montant TTC : .....

b) Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de travaux sous-traités relevant du 2 nonies de l'article 283 du code général des impôts :

- Taux de la TVA : auto-liquidation (la TVA est due par le titulaire) : .....
- Montant hors TVA : .....

## 3/ Conditions de paiement du contrat de sous-traitance

*Un RIB du sous-traitant doit être joint*

Compte à créditer : .....

Nom de l'établissement bancaire : .....

Numéro de compte : .....

Modalités de variation des prix : .....

Les sous-traitants de premier rang bénéficient des dispositions relatives aux avances et acomptes.

## 4/ Sous-traitance de traitement de données à caractère personnel

*(À compléter le cas échéant)*

Le sous-traitant est autorisé à traiter les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) :

La durée du traitement est : .....

La nature des opérations réalisées sur les données est : .....

La ou les finalité(s) du traitement sont : .....

Les données à caractère personnel traitées sont : .....

Les catégories de personnes concernées sont : .....

Le soumissionnaire/titulaire déclare que :

AE – MOE atelier ST et mairie déléguée - St Martin du Bois

- ☐ Le sous-traitant présente des garanties suffisantes pour la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles propres à assurer la protection des données personnelles ;
- ☐ Le contrat de sous-traitance intègre les clauses obligatoires prévues par l'article 28 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (RGPD).

## 5/ Déclaration du sous-traitant

- ☐ Le sous-traitant déclare sur l'honneur n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévus aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-10 du code de la commande publique.

Le sous-traitant demande à bénéficier d'une avance

- ☐ Oui
- ☐ Non

Fait à ..... , le

Le sous-traitant,

## 6/ Déclaration du titulaire

Le titulaire déclare que son sous-traitant remplit les conditions pour avoir droit au paiement direct (tel est le cas si le montant du contrat de sous-traitance est supérieur à 600 euros TTC)

- ☐ Oui
- ☐ Non

Fait à ..... , le

Le soumissionnaire ou le titulaire,

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement par l'acheteur.

# ANNEXE 5 – Modèle de déclaration sur l'honneur

## ATTESTATION SUR L'HONNEUR

- Articles L.2141-1 à L.2141-5 relatif au code de la commande publique

- Article R.2143-3 relatif au code de la commande publique

Je soussigné .....

Agissant pour le compte de la Société .....

Siège social .....

N° d'enregistrement Registre du commerce ou Répertoire des métiers .....

**Le candidat déclare sur l'honneur, en application des articles L.2141-1 à L.2141-05 et L.2143-3 relatifs au code de la commande publique :**

### Article L2141-1

Sont exclues de la procédure de passation des marchés les personnes qui ont fait l'objet d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-34 à 222-40, 225-4-1, 225-4-7, 313-1, 313-3, 314-1, 324-1, 324-5, 324-6, 421-1 à 421-2-4, 421-5, 432-10, 432-11, 432-12 à 432-16, 433-1, 433-2, 434-9, 434-9-1, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 à 445-2-1 ou 450-1 du code pénal, aux articles 1741 à 1743, 1746 ou 1747 du code général des impôts, ou pour recel de telles infractions, ainsi que pour les infractions équivalentes prévues par la législation d'un autre Etat membre de l'Union européenne.

La condamnation définitive pour l'une de ces infractions ou pour recel d'une de ces infractions d'un membre de l'organe de gestion, d'administration, de direction ou de surveillance ou d'une personne physique qui détient un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle d'une personne morale entraîne l'exclusion de la procédure de passation des marchés de cette personne morale, tant que cette personne physique exerce ces fonctions.

Sauf lorsque la peine d'exclusion des marchés a été prononcée pour une durée différente par une décision de justice définitive, l'exclusion de la procédure de passation des marchés au titre du présent article s'applique pour une durée de cinq ans à compter du prononcé de la condamnation.

### Article L2141-2

Sont exclues de la procédure de passation des marchés les personnes qui n'ont pas souscrit les déclarations leur incombant en matière fiscale ou sociale ou n'ont pas acquitté les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales exigibles. La liste de ces impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales est fixée par un arrêté du ministre chargé de l'économie annexé au présent code.

Cette exclusion n'est pas applicable aux personnes qui, avant la date à laquelle l'acheteur se prononce sur la recevabilité de leur candidature, ont, en l'absence de toute mesure d'exécution du comptable ou de l'organisme chargé du recouvrement, acquitté lesdits impôts, taxes, contributions et cotisations ou constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement, ou, à défaut, ont conclu et respectent un accord contraignant avec les organismes chargés du recouvrement en vue de payer les impôts, taxes, contributions ou cotisations, ainsi que les éventuels intérêts échus, pénalités ou amendes.

### Article L2141-3

Sont exclues de la procédure de passation des marchés les personnes :

1° Soumises à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du code de commerce ou faisant l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

2° Qui font l'objet, à la date à laquelle l'acheteur se prononce sur la recevabilité de leur candidature, d'une mesure de faillite personnelle ou d'une interdiction de gérer en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du code de commerce, ou d'une mesure équivalente prévue par un droit étranger ;

3° Admises à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, et qui ne justifient pas avoir été habilitées à poursuivre leurs activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché.

### Article L2141-4

Sont exclues de la procédure de passation des marchés les personnes qui :

1° Ont été sanctionnées pour méconnaissance des obligations prévues aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail ou qui ont été condamnées au titre de l'article L. 1146-1 du même code ou de l'article 225-1 du code pénal ;

2° Au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la procédure de passation du marché, n'ont pas mis en œuvre l'obligation de négociation prévue au 2° de l'article L. 2242-1 du code du travail ;

3° Ont été condamnées au titre du 5° de l'article 131-39 du code pénal ou sont des personnes physiques condamnées à une peine d'exclusion des marchés.

Sauf lorsque la peine d'exclusion des marchés a été prononcée pour une durée différente fixée par une décision de justice définitive, l'exclusion prévue au présent article s'applique pour une durée de trois ans à compter la date de la décision ou du jugement ayant constaté la commission de l'infraction.

Cette exclusion n'est pas applicable à la personne qui établit qu'elle n'a pas fait l'objet d'une peine d'exclusion des marchés inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire en application de l'article 775-1 du code de procédure pénale, qu'elle a régularisé sa situation, qu'elle a réglé l'ensemble des amendes et indemnités dues, qu'elle a collaboré activement avec les autorités chargées de l'enquête, qu'elle a, le cas échéant, réalisé ou engagé la régularisation de sa situation au regard de l'obligation de négociation du 2° de l'article L. 2242-1 du code du travail et enfin, qu'elle a pris des mesures concrètes de nature à prévenir la commission d'une nouvelle infraction pénale ou d'une nouvelle faute.

Cette exclusion n'est pas non plus applicable en cas d'obtention d'un sursis en application des articles 132-31 ou 132-32 du code pénal, d'un ajournement du prononcé de la peine en application des articles 132-58 à 132-62 du code pénal ou d'un relèvement de peine en application de l'article 132-21 du code pénal ou des articles 702-1 ou 703 du code de procédure pénale.

### Article L2141-5

Sont exclues de la procédure de passation des marchés les personnes qui font l'objet d'une mesure d'exclusion des contrats administratifs en vertu d'une décision administrative prise en application de l'article L. 8272-4 du code du travail.

Cette exclusion n'est pas applicable à la personne qui établit qu'elle n'a pas fait l'objet d'une peine d'exclusion des marchés inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire en application de l'article 775-1 du code de procédure pénale, qu'elle a régularisé sa situation, qu'elle a réglé l'ensemble des amendes et indemnités dues, qu'elle a collaboré activement avec les autorités chargées de l'enquête et qu'elle a pris des mesures concrètes de nature à prévenir la commission d'une nouvelle infraction pénale ou d'une nouvelle faute.

### Article R2143-3

Le candidat produit à l'appui de sa candidature :

1° Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail ;

2° Les renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat

**NB - Les pièces accompagnant le dossier de candidature rédigées en langue étrangère seront acceptées si elles sont accompagnées d'une traduction en langue française.**

Signature d'une personne ayant pouvoir d'engager la société :

Nom et qualité du signataire :

A , le

Signature :

(En cas de groupement ou de sous-traitance : cette attestation doit être fournie pour chaque membre du groupement, et pour chaque sous-traitant)

## ANNEXE 6 - Attestation d'acceptation du CCAP

Acheteur :

COMMUNE SEGRE-EN-ANJOU BLEU

1 rue de la Madeleine - CS 40147

49501 SEGRE-EN-ANJOU BLEU

Intitulé du marché : MOE projet de construction Atelier Municipaux Pôle Est – Route de la Peutonnaire - Saint-Martin-du-Bois et Locaux Sociaux avec intégration de la Mairie Déléguée – rue des deux Haies – Saint-Martin-du-Bois – 49500 SEGRÉ EN ANJOU BLEU

<b>LETTRE D'ACCEPTATION DOCUMENTS</b>
---------------------------------------

Je soussigné : .....

Dont le siège sociale est situé : .....

.....

Déclare accepter « sans aucune modification » le document suivant :

☐ CCAP

A .....

Le .....